

Débat Phénix : dégager sept tâches pour une stratégie de transition

dimanche 3 juillet 2011, par [BARNIER Louis-Marie](#) (Date de rédaction antérieure : 3 juillet 2011).

Sommaire

- [De la « Grève générale »](#)
- [Enrichir notre passé](#)
- [Gagner l'hégémonie](#)
- [Subvertir les institutions \(du](#)
- [Et le parti ?](#)
- [Essai de définition de quelque](#)
- [Conclusion](#)

Dégager sept tâches pour une stratégie de transition :

- 1/ Unifier le salariat, la centralité du front unique
- 2/ Intégrer les luttes contre les différentes oppressions
- 3/ Mettre l'économie sous contrôle social
- 4/ Subvertir les institutions de représentation
- 5/ Construire des espaces d'utopie dans la société
- 6/ Soutenir les luttes démocratiques
- 7/ Bâtir un parti large porteur de ces tâches

Introduction

Qu'est-ce qu'une stratégie révolutionnaire pour notre époque ? Ce débat concerne toute la gauche radicale, dans ses composantes dispersées. Au sein du NPA, cette question du rôle du parti dans le cadre d'un projet d'émancipation sociale est au centre des discussions. A quoi sert le parti, autour de quoi le construit-on, quel projet porte ce parti, donc quelle image forte veut-il donner de lui-même. Ce débat stratégique affleure dans les débats entre nous sans que les termes en soient clairement définis. La LCR, en son temps, avait lancé un tel débat dans sa revue Critique Communiste. Quelques textes du NPA reprennent ce débat [1]. Mais celui-ci doit devenir le débat de toutes et tous, y compris en le partageant avec les autres courants qui composent le champ des recompositions politiques en cours.

Comment œuvrer à « la transformation révolutionnaire de la société » ? Le texte exposé ici propose quelques pistes. Les sept « tâches » se présentent comme un enrichissement des aspects théorique antérieurs plutôt que comme leur remplacement. Il s'agit de repenser le projet stratégique à partir d'une pratique anticapitaliste, des débats dans la société actuelle (pas celle d'il y a 50 ans, pas celle d'une situation prérévolutionnaire) avec l'apport du mouvement syndical, associatif, altermondialiste, écologique.

Ce texte insiste sur quelques grandes idées qui reflètent le projet d'origine du NPA : la préparation de la révolution ne relève pas fondamentalement de l'élévation du niveau de conscience, mais de la construction du mouvement ouvrier (et du salariat) autour de son projet et d'un rapport de force ;

cette approche doit intégrer les luttes contre toutes les oppressions et la question écologique comme deux questions structurantes de notre projet et donc de notre démarche stratégique ; la construction d'un parti pluraliste devient un élément stratégique en soi.

De la « Grève générale »

On peut partir d'un thème tel que celui de la Grève générale pour mieux définir notre propre vision stratégique. Isoler la grève générale (GG) comme élément déterminant relève d'un raisonnement que l'on peut résumer ainsi :

- Les ouvriers sont dominés dans le cadre de l'entreprise et dans la société
- Participent de cette domination les diverses institutions, dans le cadre du travail (syndicalisme) comme de la vie sociale (institutions « bourgeoises »).
- Seul un fait politique fort tel que la grève générale permet de sortir de cet état de domination et de reprendre en main politiquement son devenir.
- C'est donc le niveau de conscience des masses qui représente l'enjeu principal, la question centrale au moment de la révolution : « *Quand la crise économique finale du capitalisme a commencé, le destin de la révolution (et avec elle celui de l'humanité) dépendent de la maturation idéologique du prolétariat, de son niveau de conscience* » G. Lukacs, 1922 [2].
- le rôle du parti est d'élever le niveau de conscience en agissant dès maintenant dans tous les domaines, par exemple dans les syndicats : « *Ne pas travailler dans les syndicats réactionnaires, c'est abandonner les masses ouvrières insuffisamment développées ou arriérées à l'influence des leaders réactionnaires* » (Lénine, 1920) [3].

Disons clairement que cette notion abstraite et a-historique d'un « niveau de conscience » contourne toutes les questions stratégiques ainsi que celle du type d'intervention politique actuelle. Le mouvement trotskyste a été élevé dans cette idée de la révolution comme moment où bascule le pouvoir, et que la GG (ou même grève générale insurrectionnelle) concentre, ce que Cédric Durand nomme le « modèle stratégique par défaut » de la LCR [4]. Cédric Durand note avec justesse les limites de cette hypothèse : d'une part, la classe ouvrière n'est pas totalement dominée, comme en témoignent par exemple les services publics ou le salaire socialisé ; d'autre part, le moment de la grève générale ne se traduit pas par une libération instantanée. Cette approche par la grève générale est donc totalement insuffisante dans un pays tel que le notre et à notre époque.

Tout le monde s'accorde sur quelques « hypothèses stratégiques », c'est-à-dire les éléments d'une période révolutionnaire à laquelle nous pourrions être confrontés. On ne revivra pas la prise du palais d'hiver (schéma de la révolution russe), le pouvoir ne va pas basculer d'un seul coup. Les périodes d'affrontement vont être longues, compliquées, on aura forcément des aspects inédits (heureusement pour le plaisir militant), peut-être aussi des retours en arrière sur certains aspects. En plus, tous ces processus seront différents suivant le temps et l'espace : à la fois des processus éparses et avec les modalités différentes, et un entrecroisement de plus en plus important des débats et mobilisations au niveau mondial comme le prouve l'existence du mouvement altermondialiste. Ces longues périodes d'affrontement, avec des victoires partielles, des territoires libérés (sans doute avec des institutions actuelles changeant de nature et jouant un rôle différents), seront marquées par des moments où le pouvoir bascule... Et le moment central reste celui du basculement de l'Etat, qui concentre le pouvoir de domination de la classe capitaliste.

Mais tout ceci ne se résume pas à la grève générale, comme moment de basculement. Ni à la sacralisation d'un « niveau de conscience », dont le parti serait le porteur du niveau le plus avancé.

Enrichir notre passé

On peut aussi reprendre le débat stratégique à partir d'une présentation de sept éléments sur la stratégie révolutionnaire [5], exposés synthétiquement lors des derniers stages de formations de la LCR et qui présentent la matrice structurant la pensée stratégique de beaucoup de camarades. L'exposé se centre sur 7 propositions issues de l'histoire du mouvement ouvrier, qu'il faut décomposer et expliciter afin d'avoir un langage commun :

Suivons la présentation de F. Sabado, les révolutionnaires ont donc à leur disposition 7 outils :

1/ La démarche transitoire : comment aller des revendications immédiates à un changement de société ? *« La démarche transitoire intègre les revendications immédiates – compatibles avec la logique capitaliste – et les revendications intermédiaires, contradictoires avec cette logique. Elle combine les formes de lutte quotidienne, qui respectent la légalité bourgeoise, et les actions de masses anticapitalistes, qui transgressent la légalité. Elle rejette la séparation entre programme minimum et programme maximum. Une stratégie révolutionnaire est simultanément stratégie d'usure et d'affrontement. Elle comporte des périodes offensives et défensives, des phases de repli et d'assaut, en fonction de la lutte de classes. »* (Sabado 2006). Comme disait Pierre Franck en 1965 : *« il s'agit d'incorporer dans le programme fondamental une partie dont le point de départ est constitué par des besoins et les revendications immédiates des masses, (...) destinées à mobiliser les masses dans des luttes qui débordent le cadre du système capitaliste, en vue d'instaurer un pouvoir ouvrier »*.

2 / le Front unique : *« La politique de front unique a une double dimension : stratégique et tactique. Stratégique, car si la révolution est un processus majoritaire et « l'émancipation des travailleurs, l'œuvre des travailleurs, eux-mêmes », les classes populaires doivent surmonter leurs différenciations et divisions internes. Différenciations sociales liées à la place spécifique dans le processus de production et plus généralement dans la vie sociale, mais aussi divisions politiques liées à l'histoire du mouvement ouvrier, à la cristallisation de courants et d'organisations. Leur unification sociale et politique est une des conditions d'une transformation révolutionnaire »* (Sabado 2006).

3/ La grève générale, pour *« créer les conditions de l'intervention directe des salariés, des classes populaires sur la scène politique et sociale. Pour réaliser cet objectif la grève générale représente une figure centrale dans notre stratégie (...) Enfin, la 'grève générale' seule ne résout pas en soi la question de la stratégie de conquête du pouvoir. « Elle pose la question du pouvoir, elle ne le résout pas », dira Lénine. Pour cela, il faut l'accompagner de formes d'organisation et d'une perspective de pouvoir gouvernemental. »* (Sabado 2006).

4/ l'auto-organisation, *« les formes d'auto-organisation peuvent être diverses et les révolutionnaires ne fétichisent pas telle ou telle forme. L'essentiel, c'est l'expression unitaire démocratique de la dynamique du mouvement des masses avec un objectif : mettre en place des mécanismes de représentation les plus directs du mouvement de masses. »* (Sabado 2006).

5/ la dualité de pouvoirs : *« lorsqu'un processus révolutionnaire s'approfondit, de nouvelles structures de représentation populaires apparaissent, de nouvelles légitimités contre le vieil appareil d'État central se créent : comités mais aussi structures communales ou locales du type « municipalités rouges » ou « zones libérées ». Un processus de confrontation et de dualité de*

pouvoirs se développe qui passe aussi par des crises, des fractures des vieilles structures institutionnelles existantes. Les vieilles coquilles peuvent même devenir l'enveloppe de nouveaux pouvoirs. (...) C'est là que se pose le problème de la confrontation avec l'État. » (Sabado 2006).

6/ L'auto-organisation, la démocratie : *« L'axe, c'est l'auto-organisation, l'émergence, et la centralisation des structures de démocratie directe, au sens large : pas uniquement les 'conseils d'usine' au sens 'opéraïste', mais l'autogestion sociale et politique constituée en pouvoir politique. Dans la perspective d'un nouveau pouvoir pour les travailleurs et les citoyens, il y a aussi place pour une logique de démocratie radicale appuyée sur des propositions de transformation des assemblées parlementaires : assemblée constituante unique, champ de compétences, proportionnelle, contrôle des élus, création de structure de démocratie directe, subsidiarité du local à l'échelle européenne dans le cadre de processus constituant. Bref, le but poursuivi est la généralisation d'une démocratie radicale qui, à partir d'une transformation radicale de l'assemblée, ouvre la perspective de structures pour un nouveau pouvoir. (...) Mais dans une situation révolutionnaire, l'efficacité démocratique de l'auto-organisation se heurte à l'appareil d'État. (...) Nous ne pensons toujours pas - à la différence de certaines thèses austro-marxistes, 'eurocommunistes' ou 'réformistes de gauche' - que l'on peut conquérir le pouvoir en combinant 'pouvoir populaire' et 'conquête graduelle d'une majorité révolutionnaire dans le vieux parlement'. La prise du pouvoir politique nécessite de se débarrasser des vieilles institutions et à en construire de nouvelles. » (Sabado 2006)*

7/ la formule de gouvernement : *gouvernement ouvrier ou des travailleurs « C'est une possibilité de gouvernement intermédiaire vers la conquête du pouvoir par les travailleurs. » (Sabado 2006).*

Il ne s'agit pas de jeter aux oubliettes ces propositions qui représentent une partie de la richesse du mouvement ouvrier. Mais elles sont orientées vers la préparation du « grand soir » et fait donc fi de nos tâches dans la période actuelle ; elles n'intègrent pas les luttes contre les oppressions [6] ; elles oublient ce qui relève des guerres de position de Gramsci, la conquête de l'hégémonie, l'accumulation de forces, le rôle des institutions, tout ce qui relève de la recomposition politique [7]. D'autre part elles reposent largement sur l'illusion d'une progression du « niveau de conscience des masses », avec des verrous qui freinent cette progression et qu'il faudrait faire sauter les uns après les autres, notamment le poids des appareils réformistes.

Car cette approche stratégique prépare la révolution, mais fait l'impasse sur la préparation de la révolution (la période avant la période dite « révolutionnaire »... Elle est très axée sur le niveau de conscience (revendications transitoires, front unique, syndicalisme conçu comme un premier niveau de conscience). Il s'agit donc de repenser un cadre stratégique, qui intégrerait ces outils tout en leur donnant un sens plus actualisé...

Gagner l'hégémonie

Une des idées avancées par Gramsci est que les idées doivent devenir dominantes, avant qu'un basculement du pouvoir s'opère. Il met l'accent sur le travail préparatoire, très long, permettant que peu à peu s'impose la nécessité d'autres rapports sociaux. Toute cette partie de son œuvre (pendant ses années de prison) est consacrée à l'étude de cette « guerre de tranchée » que doit mener le mouvement ouvrier, qui complète pour lui le processus révolutionnaire. Il ne s'agit donc pas seulement de convaincre autour de soi, mais de trouver les vecteurs pour que ces idées soient largement portées dans la société. Cette hégémonie « doit s'étendre aussi à des pratiques alternatives de tous ordres. Politiques, sociales, associatives, micro-institutionnelles. » [28].

Essai de définition de quelques tâches

Dans cette dernière partie, nous essaierons de reprendre de façon synthétique cette approche. Il ne s'agit pas de remplacer les 7 propositions émises, mais de les compléter en tentant de poser une cohérence entre les multiples facettes de notre intervention, et la perspective stratégique.

L'axe directeur est la construction du rapport de force dans la perspective d'un bouleversement nécessaire de la société. Ceci s'inscrit dans l'exigence d'un gouvernement au service des travailleurs, mais sans le poser abstraitement aujourd'hui. Mais tous ces points sont autant de pistes à approfondir collectivement.

1/ Unifier le salariat, la centralité du front unique

Le *Manifeste* de la LCR (2006) nous dit que par rapport à 1917, aujourd'hui « *la question centrale devient celle de la jonction des combats au sein du prolétariat lui-même. Faire que les différences en son sein deviennent constructives et non destructrices nécessite un combat multiforme, des convergences stratégiques à construire* » (version longue p 23). Œuvrer à l'unité des travailleurs au sens large - hommes et femmes de toutes qualifications, manuels, intellectuels, travail des villes et des campagnes, des services de l'industrie et de l'agriculture - tous acteurs sociaux potentiels et nécessaires de la révolution démocratique de masse.

Le capitalisme opère sans cesse un travail de division et de mise en concurrence des salariés entre eux (statuts précaires, PME, division du travail, etc). Il « externalise » hors des entreprises et des statuts protégés tout une série d'activités de production ; il asphyxie la petite paysannerie en concentrant ses aides vers les secteurs agro-exportateurs ; il soumet les activités de services, comme de recherche et d'enseignement à une logique de « rendement » chiffrable et d'efficacité marchande ; il cherche à promouvoir des promotions « au mérite » clientélistes et diviseuses... Il précarise et développe des statuts de « travailleurs pauvres », souvent au chômage ou tournés vers de petits boulots dont l'acceptation conditionne la perception de misérables allocations - notamment parmi les jeunes, les femmes, les immigrés. Le salariat porte donc en lui ces contradictions, où reconnaissance et égalité ne vont pas toujours de paire...

Nous devons intégrer comme une dimension stratégique l'unification non seulement du salariat - autour de campagnes comme celle sur les retraites-, mais de tous « les exclus » et marginaux qui deviennent une composante majeure des travailleurs dans nos sociétés : ceux et celles qui ne votent pas aux élections, qui ne sont pas organisé-e-s par les syndicats, qui vivent dans des ghettos sociaux s'ils ont des logements, et dont les enfants subissent désormais l'échec scolaire comme une fatalité. Il faut trouver des moyens d'expression de besoins et de droits sociaux fondamentaux (sur les logements, l'éducation, la santé, les transports... les loisirs) et de développement de tissus associatifs porteurs de nouveaux liens solidaires, dans les cités, les quartiers populaires... Un axe de convergence doit être l'éradication de la pauvreté et de la précarité, donc l'exigence de revenus dignes, de droits universels. Il faut de même intégrer la remise en cause de toutes les discriminations et de luttes contre les oppressions croisées et tous les racismes qui pénètrent le monde ouvrier et même le « mouvement ouvrier »...

A cette division sociale se conjugue une division politique. Nul lien automatique entre les deux, comme des lectures simplistes du marxisme nous y invitent parfois. Mais ces deux divisions, sociales et politiques, reçoivent une réponse commune, l'unification par les mobilisations portant un projet commun et égalitaire. Les associations, le syndicalisme représentent des intérêts particuliers ou des luttes contre des formes d'oppression, et aident à structurer ces groupes sociaux (porteurs des identités multiples) qui portent ces intérêts et ces luttes. C'est sans doute un des rôles centraux du syndicalisme, qui génère sans cesse l'exigence essentielle de l'unité syndicale [29].

Tel est le mécanisme porté par le front unique [30].

2/ Bâtir dès maintenant de nouveaux rapports sociaux

La lutte de classes ne se résume pas à la lutte contre l'exploitation, dont il faut noter le caractère fondamental et structurant. Pour devenir classe dirigeante, la classe ouvrière doit dépasser son statut d'opprimée, luttant contre son oppression. Cette résistance ne se réduit pas à la lutte contre l'exploitation, ou à la lutte sur les lieux d'exploitation : les formes d'oppression liées à la ségrégation sociale dans les quartiers, à l'accès au système scolaire, à la santé définissent autant de champs où l'auto-organisation des luttes complète une expérience sociale collective de la classe ouvrière. Nous intégrons donc dans notre vision stratégique l'oppression spécifique que subissent des populations cloisonnées dans des quartiers, car le territoire est un lieu à se réapproprier politiquement. De même la réflexion autour de l'éducation populaire nous aiderait à penser le rapport à l'éducation de la classe ouvrière. Cette oppression de la classe ouvrière s'articule avec d'autres formes d'oppressions, racistes, sexistes, etc.

L'unification du salariat intègre la lutte contre les oppressions qui traversent et divisent celui-ci. Mais d'un point de vue stratégique, les différents mouvements sociaux sont d'un apport beaucoup plus important : ils permettent de définir de nouveaux rapports sociaux. Les formes d'auto-organisation, qui constituent cette intervention essentielle de la population organisée dans un projet d'émancipation, expriment ces luttes diverses contre les oppressions. Par leur dynamique, leur pratique sociale, ils peuvent (et doivent) s'inscrire dans une perspective de changement de la société, en enrichissant même le projet collectif de leurs réflexions et propositions. Notre perspective stratégique doit donc intégrer les multiples associations, ces liens collectifs qui reposent sur l'engagement de nombreux militants.

Le projet stratégique porte cette « émancipation intégrale » [31] et l'intègre dans son mouvement.

3/ Mettre l'économie sous contrôle social

La contestation du rapport salarial capitaliste doit se faire dès maintenant, en réduisant la liberté de licenciement des employeurs. L'Etat ni la société ne peuvent s'arrêter à la porte de l'entreprise.

Ce contrôle social doit aussi porter sur les choix de production, dans une perspective écologique [32]. Le contrôle ressort aussi d'une démarche territoriale ouvrant les mobilisations sociales internes à l'entreprise aux mobilisations sociales autour de l'entreprise - et entre entreprises d'une même branche, ou articulées entre elles, à différentes échelles territoriales. Il pourrait même ne pas être contradictoire avec des subventions, dès lors que celles-ci deviennent une exigence de contrôle dont la dynamique est l'expropriation du propriétaire privé qui ne permet pas ou ne respecte pas ce contrôle : autrement dit, il ne peut être question d'une « socialisation des pertes » laissant intacts les profits et la propriété du capital.

Ce contrôle social passe donc à la fois par l'Etat et par des formes de mobilisation, territoriales et dans l'entreprise.

4/ Subvertir les institutions représentatives.

Les institutions représentatives existantes (assemblées communales, départementales, régionales, parlementaires) sont donc à contester en ce qu'elles éloignent de ces objectifs et consolident au contraire un pouvoir profondément inégalitaire et « censitaire », et souvent de plus en plus éloigné de tout contrôle démocratique. L'invention d'une nouvelle démocratie suppose au contraire le contrôle des élus et leur révocabilité, ainsi que l'exigence de soumettre au choix pluraliste et politique tous les grands enjeux économiques, écologiques et sociaux. Dans les institutions mises au

service de l'extension de la concurrence par le néo-libéralisme, il nous faut « *modifier le fonctionnement de ces institutions du capitalisme néolibéral en sorte que les pratiques de coopération, d'échange, de solidarités prennent le dessus.* » [33]

Les institutions démocratiques nées dans les luttes dans/contre le système, et la participation aux institutions existantes liées au suffrage universel, doivent aller conjointement dans le sens de la construction de rapports de force, de l'émergence d'un sujet collectif portant les différentes luttes, représentant « l'intérêt général » - et soulignant l'écart entre la démocratie que nous voulons et celle qui existe. La « subversion » des institutions représentatives actuelles vise à leur faire jouer ce rôle, contraire à la fonction de maintien de l'ordre social que leur affecte le capitalisme.

5/ Construire des espaces d'utopie concrètes dans la société

Services publics, sécurité sociale : c'est aujourd'hui la moitié des dépenses quotidiennes du monde du travail qui relèvent d'un fonctionnement lié au besoin et non au profit. Un tel espace non marchand dans la société représente le résultat de rapports de force précaires. Le statut de fonctionnaire ou la sécurité sociale, et toutes les tendances vers une mutualisation des risques, sont frontalement remis en cause actuellement. Les expériences d' « économie solidaire » ou d'échange libre de travail, peuvent à la fois être des bouées de secours, des illustrations d'autres possibles, et des enlisements... Mais il faut, alors que le capitalisme devient de plus en plus intolérant aux résistances collectives et non marchandes, valoriser au contraire et appuyer tout ce qui ouvre la perspective d'une société fonctionnant différemment...

Il faut faire connaître les expériences d'autogestion de lutte (comme celles des entreprises récupérées en Argentine depuis la crise du début des années 2000, ou autrefois les LIP, ou encore les enjeux de démocratie des budgets participatifs de Porto Alegre) : il faut analyser à la fois leurs forces et leurs limites, le pourquoi des difficultés à les reproduire, l'invention nécessaire de réponses autogestionnaires « territoriales », rapprochant travailleurs, usagers, syndicats, associations, organisations politiques soutenant ces logiques d'auto-organisation, élus, banques mutualistes... et établir des liens internationaux et soutiens des expériences exprimant des résistances solidaires et alternatives au capitalisme. Nous savons, comme l'expérience des LIP l'avait montré, que la bourgeoisie et ses institutions s'efforceront de briser ces expériences si elles sont effectivement susceptibles de faire tâche d'huile et d'être porteuses d'un autre pouvoir de production de distribution, de décision... de propriété. Mais de telles expériences - y compris dans leurs limites et échecs - font partie de « l'école du communisme », de l'accumulation d'expériences et prise de confiance sur d'autres possibles, de la bataille pour gagner une hégémonie idéologique contre tous les défenseurs d'un horizon capitaliste indépassable.

On pourrait voir aussi comment le mouvement ouvrier utilise le système institutionnel pour créer des espaces alternatifs. De même que le syndicalisme relève d'un espace d'autonomie au sein de la relation de travail, de même il s'empare des institutions pour créer des espaces qui échappent (non sans combat) à la marchandisation, comme la sécurité sociale. La formation professionnelle continue pourrait relever de tels espaces [34].

Ces éléments participent de la conquête de cette « hégémonie émancipatrice » [35].

6/ Soutenir les luttes démocratiques

Le principe de citoyenneté, de représentation de chaque individu (hommes et femmes) avec une voix égale à celle des autres, et des droits égaux, est un principe fondamental qui structure notre projet d'émancipation. A la base de notre travail de délégitimation du système doit se déployer l'analyse concrète des mécanismes qui produisent de gigantesques écarts entre ces droits « républicains »

reconnus et la réalité (rapports de classe, de genre, oppressions croisées, discriminations selon les origines, les religions, inégalités culturelles - et analyse critique des institutions et de leur fonctionnement). Il faut intégrer dans notre vision stratégique la volonté démocratique : l'idée que les groupes particuliers doivent être reconnus, que toute idée doit être débattue, que les mouvements représentant des idées ont le droit fondamental de les défendre et de se structurer autour.

Les formes démocratiques sont à débattre et à redéfinir en permanence en fonction de l'aspiration et du droit à décider là où on vit, milite ou travaille - mais aussi du droit de chacun-e à discuter et contrôler ce qui affecte toutes ses conditions d'existence (droit à la formation tout au long du cycle de vie, droit au logement, à la santé, aux transports...).

7/ Bâtir un parti large porteur de ces tâches

Bâtir le parti qui portera ces tâches est la dernière des tâches stratégiques. Le lien entre insertion dans les luttes et élaboration programmatique est un lien dialectique. Il s'agit donc d'une remise en cause de cette coupure historique construite entre le parti comme « conscience supérieure » et son intervention. Le parti doit donner sens aux luttes, permettre leur coordinations dans un sens anticapitaliste, mais ceci ne peut se faire qu'en s'y inscrivant pleinement. Ce n'est pas seulement le programme qui porte le projet, mais aussi la pratique commune : celle-ci doit être en cohérence avec le but stratégique (programmatique) qui nous porte : la lutte (d'abord dans nos rangs...) contre tous les rapports d'oppression, d'exploitation de discrimination... La stratégie de résistance et de remise en cause d'un tel système doit être repensée, plus que jamais, à l'échelle où les décisions se prennent - du local au planétaire, en passant par les échelons politiques nationaux et européens...

La démocratie interne à inventer pour notre propre organisation, doit prendre en compte ce que nous combattons dans la société : les inégalités, les oppressions, les discriminations, le bureaucratisme du mouvement ouvrier... Elle doit permettre d'être à l'écoute des expériences nouvelles associées à une période et une société en profonde mutation - notamment marquée par la précarisation, les travailleurs pauvres et la montée de la criminalisation des résistances, ainsi que des idéologies d'extrêmes droites racistes. Notre parti doit intégrer pleinement la tâche de faire émerger un « intellectuel collectif » organiquement lié à toutes les résistances et les « mutualisant » : cette notion de mutualisation des expériences et connaissances est plus riche dans la recherche d'une cohérence (contre l'éparpillement éclectique) que celle de « centralisme ». De même, « l'esprit de parti », la loyauté que nous cherchons, doit être le produit d'une conviction : à savoir que l'organisation que nous construisons permet à la fois une très grande diversité de point de vue, de cheminement- sur les bases stratégiques évoquées - et une aide, un enrichissement des horizons, un « bien commun ».

Conclusion

Ce sont ces « indispensables médiations entre le parti et les masses » [